

Résumé : 1/ Le gouvernement mobilise des crédits supplémentaires pour faire face à la pandémie et soutenir l'emploi pour 2020-21 et 2021-22 ; 2/ Malgré le confinement, l'activité économique britannique résiste mieux qu'attendu en novembre ; 3/ 23 % des Britanniques subissent toujours une perte de revenu par rapport à l'avant-crise ; 4/ Le National Audit Office (NAO) a critiqué la gestion de l'attribution de contrats publics liés au Covid ; 5/ La crise pandémique aura des conséquences à long-terme sur l'économie britannique.

1. Évolution épidémiologique

Au 2 décembre à 16 heures, 1 659 256 tests se sont révélés positifs, dont 16 170 lors des dernières 24 heures. 59 699 des personnes (+ 648 le 2 décembre) qui ont été testées positives pour le coronavirus sont décédées dans les 28 jours suivants le test.

Le Royaume-Uni est depuis le 2 décembre revenu au dispositif par zones en vigueur auparavant, tout en durcissant ses modalités. Quel que soit le type de zone (à risque modéré, élevé ou très élevé), tous les magasins non essentiels d'Angleterre seront autorisés à rouvrir le 2 décembre. Les salles de sport et les coiffeurs pourront rouvrir, les offices religieux et les activités sportives en extérieur reprendre. Les stades pourront à nouveau accueillir des spectateurs dans les zones les moins touchées par le virus, sans jamais dépasser 4.000 personnes. Quant aux pubs et aux restaurants, là où ils seront autorisés à rouvrir, ils ne devront plus fermer chaque soir qu'à 23 heures, et non plus à 22 heures comme avant le reconfinement. Les autorités britanniques ont également annoncé le 2 décembre avoir autorisé le vaccin des laboratoires Pfizer et BioNTech, dont les premières doses pourrait être administrées dans les prochains jours.

2. Mesures nouvelles

Le gouvernement mobilise des crédits supplémentaires pour faire face à la pandémie et soutenir l'emploi pour 2020-21 et 2021-22. Le Chancelier a annoncé le fléchage de 38 Md£ supplémentaires cette année (2020-21) pour les services publics pour faire face à la pandémie. Ces crédits supplémentaires portent à 113 Md£ les crédits alloués aux services publics cette année en raison de la pandémie. Ce montant comprend 52 Md£ pour le ministère de la santé, 5,4 Md£ pour les autorités locales, 12,8 Md£ pour les réseaux de transports, 1,4 Md£ pour les écoles en Angleterre, et 1,9 Md£ pour le ministère du travail et des retraites. La Spending Review prévoit également 55 Md£ de crédits dédiés à la lutte contre le Covid-19 pour l'année prochaine (2021-22). Un fonds d'urgence de 21 Md£ est notamment créé. Par ailleurs, 15 Md£ supplémentaires sont alloués au programme Test and Trace et 1 Md£ pour le développement et l'achat de vaccins. Le gouvernement a également budgété 3 Md£ supplémentaires pour le NHS, 3 Md£ supplémentaires pour les autorités locales, 2 Md£ pour le ministère des transports et 250 M£ pour que le système judiciaire rattrape le retard accumulé pendant la crise.

3. Impact économique et financier

Malgré le confinement, l'activité économique britannique résiste mieux qu'attendu en novembre – Selon les premières estimations, l'indice d'activité composite de Markit a pu diminuer malgré la mise en place du confinement en novembre, de 52,1 en octobre à 47,4 en novembre, au-dessus du consensus à 42,5. En revanche, le PMI des services se dégrade de plus de 5 points pour s'établir à 45,8, tandis que le PMI manufacturier a augmenté de 55,8 à 56,3 en novembre. L'indice de production future, qui reflète les attentes de croissance de la demande sur les douze prochains mois, a augmenté de 67 en octobre à 73,4 en novembre, son plus haut niveau depuis mars 2015. En revanche, l'indice d'emploi a diminué de 43,4 à 42,1 en novembre,

indiquant que les licenciements continuent d'augmenter malgré l'extension des dispositifs de chômage partiel jusqu'en mars 2021.

23 % des Britanniques subissent toujours une perte de revenu par rapport à l'avant-crise

– La *Resolution Foundation* a publié le 15 novembre les résultats d'une [enquête](#) réalisée en septembre sur l'évolution des finances des ménages pendant la crise. Il ressort que les revenus des ménages n'ont pas connu une baisse de la même magnitude que celle du PIB grâce à l'intervention du gouvernement, mais les individus les plus pauvres ont été les plus touchés. La perte de revenu est persistante : 81 % des Britanniques qui indiquaient une perte de revenus pendant le premier confinement, se trouvaient dans la même situation lors de la réouverture de l'économie cet été. Bien que les dépenses des ménages aient rebondi pendant la période estivale, un quart des ménages indique que leurs dépenses étaient toujours inférieures en septembre à leur niveau pré-Covid, contraintes par la perte de revenus. La *Resolution Foundation* souligne également une tendance inquiétante : 29 % des adultes subissant une baisse de revenu éprouvent des difficultés à acheter des biens essentiels (légumes, chauffage, etc)

Le National Audit Office (NAO) a critiqué la gestion de l'attribution de contrats publics liés au Covid

– L'organisme chargé du contrôle et de l'audit des administrations publiques britanniques a révélé un manque de transparence et des potentiels conflits d'intérêt concernant plus de 17 Md£ de contrats attribués par le gouvernement pendant la pandémie. Le NAO a identifié plusieurs contrats où les fournisseurs avaient des liens avec *Whitehall*, dont un contrat d'approvisionnement en équipements de protection personnelle d'une valeur de 252 M£ avec *Ayanda Capital*. Il a également souligné que des contrats avaient été attribués, en dehors des procédures habituelles d'appel d'offres, à des entreprises ayant été recommandées par des membres du gouvernement ou des parlementaires. Ces entreprises auraient eu dix fois plus de chances d'être choisies que celles passant par la procédure habituelle. Le contrôle de ces marchés publics a été compliqué par les délais de publication des contrats : plus de la moitié des 1 664 contrats signés entre le gouvernement et le secteur privé entre mars et juillet n'ont pas encore été rendus publics.

La crise pandémique aura des conséquences à long-terme sur l'économie britannique –

A. Haldane et D. Ramsen, membres du comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre (BoE), ont tous deux indiqué cette semaine que l'économie britannique garderait des traces de la crise actuelle sur plusieurs années. A. Haldane, qui est également l'économiste en chef de la BoE, a mis en avant la hausse des dettes publiques et privées, l'exacerbation des inégalités déjà existantes dans la société britannique (entre régions et entre générations) et la baisse de confiance des ménages, tandis que D. Ramsen s'est concentré sur la hausse du chômage, les changements de comportements de consommation et la baisse de la productivité, déjà très faible au Royaume-Uni. Afin de soutenir la reprise économique et le développement (« *levelling-up* ») des régions, A. Haldane a indiqué que le gouvernement devait présenter une stratégie claire, reposant sur l'investissement et la dévolution d'une partie de ses pouvoirs aux autorités locales. Le Gouverneur de la BoE a également estimé cette semaine que l'investissement serait un élément clé de la reprise économique et nécessaire pour accroître la productivité britannique ; un [groupe de travail](#) sur la « finance productive » piloté par le Trésor, la BoE et la *Financial Conduct Authority* sera établi prochainement pour proposer, avec l'aide des acteurs de marché, des solutions afin de lever les barrières à l'investissement.